

CIST – Axe « Régionalisations dans le monde »  
**Enjeux démographiques et territoriaux des Balkans occidentaux**  
Séminaire, 12 mars 2013  
*Compte-rendu par P.B.*

### *Intervenants*

- Emmanuelle Boulineau (ENS lettres) et les chercheurs de l'Association DemoBalk : Byron Kotzamanis, Michail Agorastakis, Ivan Marinkovic, Goran Penev, Snjezana Mrdjen
- Pierre Mirel (DG Elargissement de la Commission européenne), Jean-François Drevet (ancien fonctionnaire de la DG Regio), Georges Prévelakis (Université Paris 1), Kristof Bender (European Stability Initiative)

Au total une trentaine de participants – soit moins que les 45 inscrits en ligne mais les conditions de transport (événement neigeux exceptionnel) y sont sans doute pour beaucoup.

### Introduction

- P. Beckouche rappelle les deux objectifs du séminaire : (i) mieux comprendre, à travers une approche démographique et grâce au réseau de l'Association « DémoBalk », l'insertion des Balkans occidentaux dans l'espace européen ; (ii) conformément à la mission du CIST, confronter l'analyse académique avec la perception d'acteurs, en l'occurrence des représentants de la Commission européenne (Pierre Mirel, avec l'apport de Jean-François Drevet) et d'une ONG travaillant sur les relations entre l'UE et ses Voisins (European Stability Initiative: Kristof Bender).
- E. Boulineau rappelle les grands traits du territoire de ces pays, et les questions scientifiques relatives à la démographie et aux migrations (entre ces pays, et entre ces pays et l'Europe occidentale).

**Session I**  
**Enjeux démographiques et migratoires des Balkans occidentaux**  
(chercheurs de l'association DemoBalk)

G. Prevelakis (discutant) : il s'agit d'un espace de forte tradition migratoire (dans le cadre de l'histoire longue de l'espace ottoman) ; culture de la migration, souvent sur de longues distances (ce qui n'est pas exactement le cas de la culture migratoire en Europe occidentale), et qui a généré des diasporas – y compris avec leurs pbs (crime organisé...).

B. Kotzamanis (analyse générale des Balkans occidentaux)

### Démographie générale

- Années 1960-1980 : baisse de la (très forte) mortalité, notamment infantile ; rapide convergence avec les chiffres d'Europe occidentale. Bosnie, Albanie : plus de 5 enfants par femme dans les années 1950 (bien plus que la Croatie) mais convergence générale de la fécondité avec l'Europe de l'Ouest.

- Vieillesse rapide, les politiques d'adaptation devront donc être intenses (effets attendus dès 2040) pour y faire face (moins d'urgence pour Serbie, Monténégro et Croatie).

## Migrations

- Essor des migrations internationales, souvent incontrôlées du fait des crises et guerres.
- Bilan migratoire lié aux guerres des années 1990 : difficile à établir ; sans doute les Recensements de 2011 aideront-ils à y voir plus clair. Il y avait plus d'1 million de réfugiés ou déplacés en 1995 et 1,5 en 1998 (sur 22 millions d'habitants) [chiffres à vérifier].
- Un quart des 22 millions d'habitants des Balkans occidentaux ont été touchés par les guerres. Mais pour autant, les craintes initiales d'un déferlement à l'Ouest de migrants balkaniques, ne se sont pas avérées.
- Migrations potentielles : Albanie, Kosovo, une partie de la Macédoine : beaucoup de jeunes adultes sont sans emploi
- Le vieillissement générera de nouvelles migrations.
- Les migrations entre populations proches (espace ottoman et post-ottoman) pourraient faire place à des migrations plus lointaines.

## Rapport avec l'Europe

- Les Balkans occidentaux sont une « Europe différente », mais qui ne se réduit pas à l'opposition « Europe de l'Est » / « Europe de l'Ouest » superficielle, héritée du clivage géopolitique du temps de la guerre froide.
- Sociétés balkaniques : « la diversité comme adversité » (thème de la difficile mosaïque balkanique) ; d'où la grande difficulté d'une fédération balkanique, difficulté à laquelle s'ajoutent les effets des interventions des différentes puissances extérieures.
- Mais vis-à-vis de l'Europe, homogénéisation depuis la fin des années 1990 (fin des guerres) du fait de la démocratisation de tous ces pays, et de l'adhésion actuelle ou potentielle à l'UE.
- Cela dit, l'approche de l'UE vis-à-vis de chacun des pays des Balkans est différenciée, pays par pays.
- Les nouveaux Etats sont fragiles, notamment la Macédoine avec l'importante minorité albanaise (le peuplement albanais est un vrai problème potentiel pour la région ; pourrait être encore plus grand si les conflits politiques renaissent – pas tellement, donc, pour des raisons *économiques* mais plutôt *politiques*. D'où que la consolidation démocratique de ces Etats soit un enjeu essentiel.
- A cela s'ajoute le problème non réglé du statut politique des minorités (faible représentation politique au sein des pays) ; l'assimilation culturelle n'est pas souvent pas leur souci et/ou une possibilité.

## M. Agorastakis (sur l'Albanie)

### L'ère communiste : isolement et contrôle des migrations

- fort isolement, même vis-à-vis des alliés traditionnels de l'Albanie
- Fort contrôle migratoire au sein du pays. Migrations extérieures quasi interdites – or la forte natalité conduisait à une très rapide hausse démographique et amplifiait la demande d'émigration.
- Cela dit, effondrement rapide de la fertilité (1,5 enfant par femme en 2008 contre 6 dans les années 1960).

Après l'effondrement communiste (tout début des années 1990), un double exode, très ample

- Exode interne, des montagnes vers la zone littorale notamment Tirana.

- 600.000 à 1 million d'émigrants internationaux (sur 3 millions d'habitants !)
- La zone littorale perd des jeunes adultes, qui sans doute migrent vers l'étranger
- Grèce : est devenue un pays d'immigration, aux deux-tiers depuis les Balkans occidentaux et essentiellement l'Albanie – surtout des jeunes adultes masculins ; se sont installés y compris dans des zones en voie de désertification, dans les montagnes du centre et nord de la Grèce.
- Après la Grèce, l'Italie a reçu beaucoup d'immigrants Albanais.

Pb des données albanaises

- elles sont peu disponibles et peu fiables ;
- action déterminée de DémoBalk dans ce domaine.

Snejzana Mrdjen, sur l'espace ex-Yougoslave en général et la Croatie en particulier

Un changement politique et démographique majeur dans les années 1990 dans les pays de l'ex-Yougoslavie

- Transition démographique accélérée, boom des migrations forcées, politiques, économiques. La guerre et les changements politiques ont accéléré des tendances anciennes, et qui se traduisaient souvent par une forte dénatalité ; fécondité aujourd'hui inférieure à 2,1 sauf au Kosovo (mais où elle baisse aussi rapidement) ; fort recul démographique naturel en Croatie et surtout en Serbie.
- 2000-2011 : baisse de la population totale partout, y compris en Albanie (-270.000) et Serbie (-300.000 ; Croatie : -150.000).
- Migrations, 1990-2000 : positives pour la Serbie, négatives ailleurs surtout en Albanie et à un moindre titre en Croatie (notamment, départ des Serbes de Krajina). Dans la dernière période intercensitaire (années 2000), les migrations ne sont positives qu'en Croatie (retour des réfugiés Serbes).

Croatie

- un pays traditionnel d'émigration. Dans les années 1970-1980, 5 à 6% des Croates habitaient à l'étranger, surtout en Allemagne, secondairement en Autriche et Suisse. Même chose pour les Serbes (110.000 en Allemagne, nombre équivalent à celui des Croates). Un nouveau pays d'émigration : l'Italie (environ 20.000 Croates), elle-même devenue pays d'immigration. Canada : également 20.000. Presque autant de femmes que d'hommes, et même davantage au Canada.
- Dans l'espace yougoslave les migrations étaient fortes, notamment du Sud vers le Nord ; dans les années 1980, les immigrés en Croatie venaient surtout de Bosnie-Herzégovine (surtout des Musulmans) ; cela reste vrai dans les années 1990 avec la guerre en Bosnie, qui fait partir, cette fois, plutôt des Croates de Bosnie. De même des Croates de Serbie « rentrent » en Croatie.
- Au total, 40.000 immigrants arrivent chaque année en Croatie dans la première moitié des années 1990. Les flux d'immigration venus des pays de l'ex-Yougoslavie se réduisent beaucoup à la fin des années 1990 (moins de 10.000 par an, à peine quelques milliers au début des années 2000). A la fin des années 2000, le solde migratoire de la Croatie devient négatif.

L'espace de l'ex-Yougoslavie et ses relations migratoires avec l'Europe occidentale

- Sur toute la période, la quasi-totalité des immigrants en Croatie viennent des Balkans occidentaux ; de même l'immense majorité des émigrants croates vont vers des pays de l'ex-Yougoslavie.
- Dans les années 2000, les migrations au sein de la Yougoslavie se sont considérablement réduites par rapport à l'avant-guerre ; cela dit les flux culturels (films...) reprennent, ce qui laisse penser que les migrations pourraient reprendre.

- *Il n'y aura pas de grande vague d'émigration depuis les Balkans occidentaux vers l'Europe occidentale ; depuis 1965 les Yougoslaves avaient la liberté de partir, travailler, étudier... en Occident – grande différence avec les Peco.*

## Débat

### Questions

- Que reste-t-il des réfugiés internes à l'espace ex-Yougoslave ?
- Que reste-t-il de la migration (économique et politique) des Balkaniques en Europe occidentale, sont-ils revenus depuis (migrations circulaires) ou bien se sont-ils installés « définitivement » ?
- La pression migratoire potentielle depuis les Balkans occidentaux vers l'Europe occidentale est-elle vraiment aussi limitée ? Drevet : les migrations depuis la Pologne et les autres Peco ont été supérieures à ce qu'on croyait ; comme le chômage est encore plus élevé dans les Balkans occidentaux qu'il ne l'était dans les Peco, la pression migratoire ne risque-t-elle pas d'être forte ?

### Réponses

- C'est la crise en Europe qui freinera surtout ces migrations. Cela dit, les Croates de Bosnie ont un passeport croate pour la plupart, et pourraient être poussés à migrer. Par ailleurs la population 'apte à migrer' potentiellement est beaucoup plus réduite que dans les années 1990' car beaucoup sont partis, notamment les Albanais et notamment les jeunes adultes.
- Mirel : l'émigration potentielle reste une réalité. Mais le problème le plus grave ce sont plutôt les jeunes étudiants qui ne trouvent pas de travail sur place ; la fuite des cerveaux se développe.
- Migration « définitive » / ou circulaire ? Les anciennes générations étaient plutôt dans une logique d'installation ; les nouvelles plutôt dans la circulation – d'autant que les pays européens notamment l'Allemagne – les pays du régime Schengen en général – imposent les retours fréquents (visa de 3 mois / retour / nouveau départ etc.).
- Mirel : l'UE a surtout peur de la migration des Roms, plus que des 'Balkans'. Ils sont officiellement 140.000 dans les Balkans occidentaux, sans doute trois fois plus en réalité, qui vivent dans des questions déplorables. En cas d'ouverture des frontières ces gens partiront en masse. Esprit d'entreprise remarquables chez les Albanophones : positif pour une migration éventuelle ; très différent, donc, du cas des Rom.

<p style="text-align: center;"><b>Session II</b> <b>Le point de vue des acteurs sur les relations Balkans occidentaux / Europe</b></p>
--

J-F. Drevet (discutant) : l'adhésion est devenue une véritable course d'obstacles (35 chapitres, qui doivent être acceptés par chacun des 27 états membres – et au 1<sup>er</sup> juillet, on passera à 28 avec la Croatie). En outre au lieu d'adhésions groupées, c'est chacun son tour. Prochain pays concerné : le Monténégro. Enfin, la question de l'adhésion de la Turquie est en arrière-fond et donc pèse sur l'adhésion de ces pays.

## P. Mirel

### Le processus d'adhésion

- la dénomination de « candidat » a été créée pour la Macédoine sans pour autant lancer le processus d'adhésion. Donc on a aujourd'hui plusieurs types de candidats : "Candidat" en négociation d'adhésion: Croatie, Turquie, Monténégro; "Candidat" mais avec lequel les négociations d'adhésion n'ont pas encore été ouvertes: Macédoine, Serbie; "Candidats potentiels": les autres pays.
- Avec les Peco, l'ouverture et la fermeture des chapitres étaient quasi automatiques ; avec Croatie et Turquie on a introduit une conditionnalité additionnelle pour l'ouverture et la fermeture de chaque chapitre, requérant l'unanimité des 27 Etats membres. Par ailleurs, la façon même de mener les discussions d'adhésion peut devenir une sorte de conditionnalité : c'est ainsi que les chapitres relatifs à la règle de droit ont été mis en tête des discussions pour les Balkans occidentaux.
- Il est vraisemblable que le Conseil européen de juin 2013 va décider de l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la Serbie. Changement complet des nationalistes serbes, qui sont désormais pro-UE (y compris le chef du gouvernement, pourtant ancien porte-parole de... Milosevic), et disent courageusement que le « Kosovo c'est terminé » ! Le Kosovo est indépendant depuis 2008 mais 5 Etats membres ne le reconnaissent pas.
- Le Kosovo est potentiellement candidat.
- De même que la Bosnie-Herzégovine – mais où il y a très peu de développements positifs.

### Le problème de la consolidation de la démocratie

- il se pose pour tous ces pays
- C'est l'alternance politique qui fait l'achèvement de la démocratie, or – point positif – c'est cela que l'on voit dans certains de ces pays
- Cela dit, grande difficulté dans ces pays, notamment en Macédoine, Albanie..., de faire des *COMPROMIS*. Culture encore peu acceptée de la négociation démocratique
- Pb de la règle de droit, notamment en Bosnie : essor du troc actuellement, par manque de liquidités ; problème aussi du siphonage des entreprises publiques via la corruption, avec un partage ethnique bien organisé.

### Le problème de l'inachèvement de ces nouveaux Etats

- Très peu de frontières sont agréées par tous. Serbie et Kosovo notamment : frontières non stabilisées, mais de même Bosnie, voire Macédoine du fait du vivre ensemble pas évident des deux communautés.
- « Paradoxe de Bruxelles » : l'UE ne négocie qu'avec un Etat – mais comment le faire quand cet Etat n'est pas achevé ?
- « Paradoxe des nouveaux Etats » : l'adhésion contribue à sa construction ; mais le jeune Etat se construit avec Bruxelles et lui consent des transferts de souveraineté à peine a-t-il fini de se constituer.
- Disparus : 1800 personnes pour Croatie et Serbie, alors même qu'on s'apprête à faire entrer la Croatie dans l'UE.
- Pb des réfugiés : la plupart ne veulent pas revenir, de même les déplacés (notamment les Roms du Kosovo venus en Serbie).
- Exode ethnique ; difficulté de faire les Recensements (report de celui de Macédoine, idem en Bosnie où les Bosniaques s'y opposent car il montrerait que l'épuration ethnique a 'réussi').

### La question des minorités

- Le Plan Ahtisaari donne des droits aux Serbes au Kosovo qui vont au-delà de tous les droits des minorités aux Balkans [mais les collègues serbes objectent que l'opinion publique serbe est surtout scandalisée qu'on accorde des droits à la « minorité serbe » d'un pays qu'elle considère comme sien].
- Roms : groupe le plus pauvre et marginalisé ; plus grosse proportion de demandeurs d'asile en Europe occidentale.

Le problème du développement économique et de l'emploi, et la position de l'UE

- très peu d'investissements depuis trente ans, publics comme privés ; chômage endémique ; exode rural très fort, y compris en Serbie – des villages se vident.
- Rôle clé des Réseaux Trans-Européens (TEN) : le « 5C » traverse la Bosnie, le « 10 » la Serbie, etc. : dans les 15 ans qui viennent, les transports se développeront (route et rail) et vont impulser des relocalisations démographiques et économiques ; axes clé pour le développement de la région.
- De même les réseaux énergétiques : cela dit l'intérêt stratégique des Balkans n'est pas évident (au contraire de la Turquie). Le Qatar s'intéresse à la Croatie pour y créer un port gazier, mais cela ne suffit pas à en faire un enjeu énergétique.
- Personne à Bruxelles n'a vraiment peur des investissements russes en Serbie.

Le problème de l'opinion publique européenne vis-à-vis de l'adhésion et des migrations des Balkans occidentaux

- elle n'est pas du tout en faveur de l'élargissement, *au contraire du moment des Peco* (alors même que les Balkaniques sont très favorables à l'adhésion à l'UE). La crise économique européenne contribue à ce refroidissement.
- Pour l'UE, les Balkans sont très marginaux dans les flux économiques ; l'enjeu est donc surtout la stabilisation politique.
- Libéralisation des visas Schengen (3 mois) : les ministères de l'Intérieur ont imposé leur vue aux ministères des Affaires étrangères qui savaient que les Yougoslaves circulaient naguère en Europe sans visas. On ne se dirige pas vers une ouverture plus large des frontières.
- Kosovo : seul pays à ne pas avoir d'exemption possible des visas – d'où le risque que la fraude s'y multiplie via l'acquisition de pseudos passeports serbes ou autres.

Conclusion

- Ces pays adhéreront *LENTEMENT* ; l'UE privilégie la *stabilisation* sur l'association.
- Si dans les deux ans il n'y a pas un changement dans les pays comportant beaucoup d'Albanais, les idées de type « grande Albanie » pourraient se développer face à l'idée de « club Chrétien » que serait l'UE.

K. Bender

Forte tradition de migrations de travail depuis ces pays vers l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. A quoi s'ajoute dans les années 1990 un flot de réfugiés. Dans les années 2000, des mouvements de retour (« *returnees* ») ont lieu depuis l'UE, en particulier depuis l'Allemagne (vers Bosnie et Kosovo surtout).

Résultats d'études comparatives sur les migrations en Macédoine et au Kosovo.

Macédoine : exemple de Kicevo, dans l'Ouest, associant les deux communautés (Macédoniens et Albanais)

- Deux économies locales séparées : après la deuxième guerre mondiale, les Macédoniens étaient partie prenante d'un processus d'urbanisation et industrialisation socialiste. Les Albanais, largement exclus de ce processus,

s'orientaient vers le secteur privé et tout d'abord l'émigration (surtout hors Yougoslavie : Europe occidentale, Canada...).

- Après la chute du communisme, la crise économique affecte surtout les Macédoniens employés dans l'industrie locale et dans l'administration. La restriction des migrations de travail frappe surtout les Albanais. Les deux effets combinés intensifient la compétition des deux communautés sur le marché du travail local ; la diminution des ressources est une des causes principales du conflit qui éclate en 2001.

## Kosovo

- 1,8 millions d'habitants dont 70% ruraux. Beaucoup de jeunes : 1,1 million d'actifs pour moins de 300.000 emplois rémunérés, alors que 35.000 jeunes arrivent sur le marché du travail chaque année. Les remises migratoires sont déterminantes pour les revenus kosovars.
- Etude comparée de deux villages, un riche et un pauvre – ce dernier dépendant bien plus des remises migratoires que le riche, au point que les *remitters* sont *plus nombreux* que les actifs ayant un emploi local.
- La réduction des migrations internationales heurte considérablement toutes ces économies locales. Or la solution passe nécessairement, au moins en partie, par la migration.

## Questions

- Quelles implications pour les politiques UE ? Faire plus pour faire face aux problèmes économiques énormes et pour le développement rural (notamment au Kosovo où la politique principale de l'UE se focalise sur les aspects policiers et juridiques) ?
- Ces 'périphéries' de l'Europe peuvent-elles vraiment se développer sans émigration ?
- Quel besoin l'UE a-t-elle de ces migrants (des Balkans occidentaux ou d'ailleurs), du fait de la baisse des personnes actives en Europe d'un côté, et du fait de la crise économique de l'autre ? Quels arguments pour reconsidérer la politique restrictive vers l'immigration des gens des Balkans occidentaux ?

## Débat

Drevet : le rapport Banque Mondiale sur la région est pessimiste sur le plan économique. Les pays les plus riches parmi les ex-Yougoslaves, Slovénie puis Croatie, sont sortis ; reste le paquet des plus pauvres – poche de problèmes. Un de ces pbs est la capacité administrative de ces pays pour faire face au processus d'adhésion et assurer la démocratisation.

*Question* : y a-t-il un comportement spécifiquement 'musulman' dans ces pays vis-à-vis du processus d'intégration à l'Europe ?

- Mirel : les sociétés en Albanie, Macédoine, Bosnie ont la plus grande difficulté à trouver des compromis. Certes il y a un consensus large pour l'adhésion à l'UE (p. ex : 100% des parlementaires en Albanie), mais la radicalisation politique est toujours très proche (voir le risque de « Grande Albanie », si ces communautés ont le sentiment d'être traitées différemment).
- Bender : non, pas de spécificité « musulmane » des pbs internes ou externes.
- Chenu (ancien ambassadeur en Croatie et Bosnie) : les pôles radicaux de l'Islam du Proche-Orient ont échoué dans les Balkans ; aucune radicalisation de l'Islam, ici. Au Kosovo, la constitution dit que le pays est laïc, les partis religieux ne seraient pas acceptés. Caractère européen de l'Islam, dans ces pays. Les radicaux musulmans y sont refusés par les villageois voisins. Statut des femmes égal –

mais l'héritage n'est pas partout égalitaire ; cela dit le socialisme yougoslave a bien aidé à l'égalité.

*Question* : quelle influence, quelle position, de la Turquie dans ces pays ?

- Drevet : position au début participante, pour le maintien de la paix –Turquie membre de l'Otan, bon élève de la sécurité collective occidentale. Depuis peu, la politique étrangère turque change, selon un principe de « solidarité musulmane » - facteur de division plutôt ; mais cette politique est récente, liée au parti au pouvoir actuellement, et peut-être pas structurelle. La nostalgie ottomane reste au stade de nostalgie idéologique, plutôt faible d'ailleurs.
- La Turquie devient le protecteur de la Bosnie, entre USA et Europe (passage de témoin des premiers à la deuxième pour le 'monitoring' du pays).

*Question* : difficulté de construire des compromis / consensus, quel rôle de l'UE ?

- Macédoine : ça peut bouger
- Albanie : blocage
- Bosnie : la Cour d'Etat travaillant sur les crimes de guerres est menacée par un projet de référendum ; le Commissaire Füle et Mme Ashton (SEAE) y sont allés pour imposer que ce projet de référendum soit supprimé – contre la promesse d'avancer sur les quelques points juridiquement effectivement à régler ; pour la première fois depuis la guerre, les différentes communautés étaient assises à la même table de discussion.

*Question* : quel appui de l'UE pour le développement économique local ?

- Mirel : dans les Peco, l'investissement et le développement économique ont été corrélés à trois décisions : celle d'établir un espace de libre-échange avec l'UE, le projet d'adhésion, et l'adhésion elle-même. Or on ne voit pas la même chose dans les Balkans, car les conditions locales n'y sont pas, notamment cette affaire de consensus (même si le « *Doing Business* » de la Banque Mondiale accorde des scores de plus en plus favorables au climat des affaires dans certains de ces pays).
- Importance tout de même que le processus d'adhésion – même long – soit visible pour les populations et les acteurs.
- Pb du blocage politique de la Grèce sur le nom de la Macédoine (adhésion de la Fyrom).
- Chenu : manque de compétences linguistiques et culturelles, à BxIs, pour travailler dans les Balkans occidentaux – même le Russe, pourtant langue encore très répandue dans ces pays. Pourquoi l'Inalco ne deviendrait-il pas une école de formation de 'développeurs' bien formés pour ces pays ?

*Question* : quelle approche spécifique des différents pays membres vis-à-vis de l'adhésion, et quelle approche des différents acteurs (chambres de commerce...)

- Mirel : soutien très fort de toute l'UE sur l'entrée des Balkans (le groupe de Visegrad, l'Autriche et l'Italie très favorables – mais aucun Etat membre ne bloque). Secteur privé : lors du « 5ème élargissement » (Peco) l'association des patronats européens (*business Europe*) fut très allante ; elle l'est nettement moins pour les Balkans. Les Chambres de commerce apportent tout de même une aide technique à leurs homologues des Balkans, sur financement UE.
- Drevet : les marchés nationaux de ces pays des Balkans sont trop petits ; *cela pose la question de l'intégration sous-régionale*.
- La règle de l'unanimité ralentit le process. Lorsque les questions relèvent de la règle de la majorité, des majorités se composent entre Etats membres et les choses avancent mieux.



- Prévélakis : la Grèce est favorable à l'entrée des Balkans occidentaux, y compris la Macédoine. Trois priorités pour la Pdce Grecque de l'UE (2014), dont celui d'organiser un sommet « Thessalonique 2 »<sup>1</sup>, et celui de favoriser l'entrée de la Turquie. L'opinion publique grecque se fragmente en ce moment, mais une grande partie des élites reste favorable à l'intégration sous-régionale, dans la tradition ottomane. Cela dit la concurrence de la Turquie comme pôle de cette sous-région pèse de plus en plus.

*Question* : quelle est l'opinion en Serbie sur la question de l'adhésion ?

- Penev : moins de 50% des Serbes sont désormais favorables à l'entrée dans l'UE, alors qu'il y a dix ans 80% étaient favorables (même s'il est vrai que le pouvoir est devenu pro-UE alors qu'il est tenu par un ancien nationaliste extrémiste) ; cela s'explique par la question du Kosovo et à cause de la crise économique.
- Mirel : dans tous les pays candidats, plus un Etat soutient l'adhésion, plus sa population est mécontente à mesure qu'on avance vers l'adhésion et que les conditionalités se précisent.
- L'UE exige que les relations soient bonnes entre pays de la région candidats – mais eux-mêmes n'en sont pas toujours tellement désireux ; ils y travaillent, sous contrainte de l'UE.

## **Débat conclusif**

### **Quelles suites pour l'Axe « Régionalisations » du CIST ?**

Les pistes de travail pour l'Axe « Régionalisations » du CIST :

- 1) poursuivre notre collaboration sur ce Voisinage très particulier et important que constituent les Balkans occidentaux, en particulier via le réseau scientifique d'ITAN.
- 2) rééditer le même genre de séminaire sur une autre sous-région de la 'grande région européenne'
  - Asie centrale/Turquie (proposition de Julien PARIS, EHESS, en poste à Istanbul)
  - Drevet : la Turquie est en effet un pays pivot, et a une stratégie relative à son propre voisinage – enjeu géographique donc plus large que la seule Turquie, voir les succès à l'export de la Turquie dans les pays voisins moins développés (Asie centrale et pays du Sud de la Méditerranée), même si politiquement les rapports sont bien plus difficiles : rivalités potentielles entre Turquie et Iran, CEI... Les journaux disent beaucoup de choses là-dessus, mais on manque d'analyses scientifiques précises sur la question.
  - Bender : consacrer un événement sur la Turquie serait en effet très intéressant pour démographes et géographes. Beaucoup de réalités locales (sur la faiblesse du marché du travail des femmes par exemple) mériteraient d'être éclairées.
- 3) Rééditer ce genre d'opération sur un thème transversal (toutes sous-régions : Balkans, mais aussi Maghreb, Proche-Orient etc.), comme la fuite des cerveaux et l'attraction des diplômés des Voisinages par les pays du centre.
- 4) Consacrer un séminaire à d'autres régions du monde, à titre comparatif.

---

<sup>1</sup> Le Sommet de Thessalonique de juin 2003 avait jeté les bases de l'adhésion des Balkans occidentaux.

L'apport du CIST pour les relations chercheurs / acteurs :

- Drevet : la Commission, par nécessité très confinée à ses travaux 'en chambre', a souvent besoin de connaissances des réalités géographiques de terrain et même des réalités les plus simples (exemple : l'idée saugrenue de financer le renforcement de la surveillance des frontières de l'Ouzbékistan n'a pas résisté longtemps devant la simple présentation de la carte physique du pays).
- Les instruments parfois segmentés de la Commission sur les Voisinages (ENPI, Fonds structurels pour la coopération transfrontalière côté Etats membres, IPA pour Turquie), font que l'UE a besoin d'approches transversales (territoriales) et locales, pour éclairer sa décision. Le prochain début du budget 2014-20 est le bon moment pour aider à de telles opérations.
- Mirel : *les académiques notamment ceux qui travaillent sur les territoires, ont un rôle essentiel à jouer sur la VISION ; les instances de l'UE ont un manque dramatique de vision.* Les travaux académiques ne leur parviennent que très marginalement, et quand ils le parviennent ils ne sont pas toujours très faciles à lire et comprendre. Cela n'aide pas à développer une autre vision que l'approche très bureaucratique (centrée sur les critères d'adhésion...). La Commission participe surtout à des réunions avec des *thinks tanks*, or elle n'y apprend plus rien.
- Kotzamanis : *il manque fondamentalement une vulgarisation scientifique.* Certes c'est difficile, et il ne faut pas dévoyer le travail scientifique (Prévélakis) ; mais il faut faire l'effort. La DG Recherche de la Commission devrait soutenir ce genre de choses.